

POUR UN SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL

Lundi 23 février 2015



Association des maires
de France



Assemblée des départements
de France



Association des régions
de France



Fédération Nationale des
Travaux Publics

Les associations d'élus signataires et la Fédération nationale des travaux publics alertent collectivement et solennellement le Gouvernement sur l'urgence de soutenir l'investissement public local pour faire repartir la croissance et l'emploi.

En 2014, ce sont des milliers d'emplois qui ont été détruits dans le secteur des travaux publics, en raison de la chute de la commande publique locale, dans une année marquée par la fin du mandat municipal, le début de la baisse des dotations de l'Etat, l'alourdissement des charges et des normes.

- **8 000 emplois détruits** dans les travaux publics en 2014
- **30 % de commandes en moins** pour les entreprises de travaux publics en 2014

L'investissement public local est pourtant un moteur de la croissance nationale.

L'investissement public local est un puissant élément d'aménagement du territoire, l'investissement en infrastructures (transports, numérique, énergie, eau notamment) renforçant la qualité de services pour les citoyens.

L'investissement public local renforce la compétitivité des bassins de vie, en améliorant l'accessibilité des résidents et des entreprises locales.

L'investissement public local a un effet de stabilisateur social. Ses vertus contracycliques et son effet direct et rapide sur l'emploi ne sont plus à démontrer : en maintenant ou en créant des emplois sur chaque bassin de vie, il préserve l'emploi local.

- **270 000 emplois** dans les travaux publics, répartis sur tout le territoire
- **50 %** : la part de la commande publique locale dans le chiffre d'affaire des PME du secteur
- **70 % de l'investissement public en France** est réalisé par les collectivités territoriales et leurs groupements

L'investissement public est principalement porté par les collectivités locales, qui en réalisent 70 %.

Il est aujourd'hui gravement menacé par la réduction drastique des dotations versées par l'Etat avec, pour conséquence immédiate, un risque de disparition d'une partie importante du tissu des PME du secteur des travaux publics.

- **28 milliards €** : la baisse cumulée des dotations aux collectivités locales d'ici à 2017
- **60 000 emplois menacés** d'ici 2017

Pour éviter un effondrement de l'investissement public local et la disparition de plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans le secteur des travaux publics à l'horizon 2017, les associations d'élus signataires et la Fédération nationale des travaux publics demandent au gouvernement la tenue, dans les plus brefs délais, **des Assises de l'investissement public local.**

Celles-ci devront traiter en priorité des ressources financières des collectivités locales, du renforcement du lien entre leurs compétences et les ressources dont elles disposent et des mesures d'urgence à prendre pour soutenir les investissements d'intérêt général qu'elles portent.

- **La loi « Macron »** : pas de mesure de soutien à l'investissement public local
- **La loi NOTRe** : une incertitude sur les compétences qui pèse sur les décisions d'investir